

tendu au Bugesera

11-3-1992

Le gouvernement belge est très inquiet. Le pire est à craindre s'il n'y a pas vite un nouveau gouvernement

Le calme était revenu mardi à Kanzenze, cette commune rwandaise du Bugesera (région au sud de Kigali) qui a connu des violences ethniques au cours du week-end dernier. On n'est cependant pas encore sûr de maîtriser la situation car plusieurs foyers de tension subsistent.

DEPLACÉS. Il y avait mardi 7.300 personnes réfugiées à Nyamata - un secteur de la commune (entité très étendue au Rwanda) de Kanzenze, proche de la frontière burundaise. Dans tout le Bugesera, ils sont de 11 à 12.000, tous Tutsis, selon une information reçue à Bruxelles par les pères Blancs. L'ambassadeur de Belgique à Kigali, Johan Swinnen, s'est rendu sur place dès samedi. Il craint que le bilan officiel - 35 morts - doive s'alourdir, car il y a également eu des violences dans les communes avoisinantes de Kanombé et Gashora.

A Nyamata, une missionnaire laïque italienne, Mlle Antonia Locatelli, a été tuée lundi soir par deux tirs de soldats : elle avait tenté de porter secours aux réfugiés logés dans une école, près de chez elle, et qui étaient frappés de panique après une attaque de voleurs, semble-t-il; elle s'est apparemment rappelée, en cours de route, qu'un couvre-feu était imposé de 18 à 6 h dans la région et rebroussait chemin lorsqu'elle a été abattue.

RENFORTS. Le gouvernement rwandais, outre le couvre-feu, a décidé l'envoi de renforts armés dans la région, ainsi que la visite d'officiels, en vue d'apaiser la population. Les rassemblements de plus de trois personnes sont interdits, ainsi que les meetings politiques. Le parquet a été renforcé en hommes pour interroger les suspects - 38 personnes jusqu'ici. Des comités de crise ont été créés dans chaque secteur « pour associer la population » aux mesures prises.

De nombreuses personnes font état de la lenteur d'intervention et de la passivité des forces de l'ordre chargées d'arrêter les auteurs d'exactions contre les Tutsis. Le nouveau ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes, « gravement préoccupé », a suggéré une démarche européenne pour demander aux autorités rwandaises d'intervenir « d'urgence afin de prévenir une escalade de la violence ». Des contacts en ce sens sont en cours à Kigali et les ambassadeurs européens, auxquels devaient se joindre d'autres ambassades oc-

cidentales, ont demandé à être reçus d'urgence par le président Habyarimana.

SUPPUTATIONS. Le silence de ce dernier ne laisse pas d'inquiéter, alors que le pays attend toujours un gouvernement d'union nationale. Si l'attente se prolonge, pronostiquent certains observateurs, le pire est à craindre car la tension est très forte dans le pays.

La lenteur de réaction des autorités alimente des supputations, avancées par l'opposition notamment, selon lesquelles les troubles « arrangeraient bien » certains secteurs ultra-conservateurs du pouvoir. Ainsi, Radio-Rwanda a lu à plusieurs reprises, à partir du 3 mars, un communiqué attribuant au Parti libéral (où les Tutsis sont nombreux) l'intention d'organiser une campagne d'attentats et d'assassinats pour le compte

de la guérilla (dominée par les Tutsis) du FPR. Or, le document est tenu généralement pour un faux. Le Premier ministre rwandais a demandé une enquête sur ce texte et tancé la radio pour l'avoir diffusé sans vérification.

L'opposition, quant à elle, a accusé le parti ex-unique au pouvoir d'avoir fabriqué le faux. Le but serait de diviser l'opposition en essayant de désigner le PL à la vindicte; d'autres soupçonnent même certaines autorités d'avoir voulu provoquer les troubles - apparemment organisés puisqu'ils ont éclaté en même temps à divers endroits - pour justifier l'imposition d'un état d'urgence, qui mettrait fin à une liberté de parole de l'opposition bien gênante en temps de guerre.

Marie-France CROS.

Témoignage : une vie de Hutu/Tutsi

Il est hutu mais son apparence physique regroupe certains des « caractères » tutsis : taille haute, corpulence mince, attaches fines, front haut, nez droit, gencives noires... Au Rwanda, cela fait de vous un habitué de la fuite précipitée, de la vie à recommencer à zéro.

CORVEE. En 1959, lors de la révolution contre la monarchie tutsie, « les gens - les Hutus - ont commencé à brûler et tuer. Tout le monde savait que nous étions hutus, que mes parents avaient participé aux corvées comme les autres. Mais le troisième jour des violences, quelqu'un a dit que nous ressemblions aux Tutsis et on est venu mettre le feu à la maison, arracher les tuiles - car mon père, agriculteur, avait des plantations de café qui lui rapportaient un certain revenu - tuer les chèvres, dévaster la bananeraie. La famille a réussi à fuir dans la brousse. Nous nous sommes réfugiés dans une autre région, chez mon grand-père; celui-ci, un Hutu aisé, avait des Hutus à son service, comme un Tutsi, mais on ne l'a pas attaqué ».

Au bout de quelques mois, les parents rentrent chez eux, reconstruire la maison, tandis que les enfants restent chez le grand-père; ils rentreront en 1962.

TUEZ-MOI. En 1963, les monarchistes tutsis tentent de

rentrer en force au Rwanda. « Cela recommence : on nous brûle la maison, on ravage les cultures, des chèvres sont tuées. On est donc retournés chez mon grand-père ». En 1973, les récents massacres de Hutus au Burundi voisin déclenchent un pogrom contre les Tutsis au Rwanda. « J'étais à l'école secondaire. Malgré ma carte d'identité hutue, les élèves m'ont chassé de l'école ». Le jeune homme, qui sait qu'avec sa « tête de Tutsi » il ne pourra jamais traverser indemne la région pour trouver un abri, refuse de sortir de l'établissement. « J'eux ai dit : tuez-moi ici, je ne sortirai pas ». Il en réchappe.

Son cousin, qui vit chez eux, aura moins de chance : rattrapé alors qu'il fuyait, il est tué à coups de machette. Le frère aîné, commerçant, devra à l'apparence de la famille d'être pillé et ruiné. Réinstallé dans la zone où la guérilla FPR (dominée par les Tutsis) attaque en octobre 90, il écrira en novembre qu'il souffre mais que cette fois au moins on ne l'a pas « sélectionné » pour cela : « La guerre nous frappe tous ». Depuis la répression contre ceux que l'armée croit sympathiser avec le FPR, il a disparu avec sa famille. « Il est sûrement allé ailleurs. Il est habitué à fuir. Il sait quand il faut partir ».

MFC.